

2022 : la relance du projet européen ?

Déclaration du groupe CGT-FO

En préambule, le groupe FO souhaite rappeler l'importance que le CESE, assemblée de la société civile organisée, s'exprime sur l'avenir de l'Europe à travers cette résolution.

Ce texte est l'aboutissement d'un travail collectif où chaque groupe a pu exposer ses réflexions et propositions en toute liberté et c'est sans doute ce qui nous a permis d'aboutir à une résolution équilibrée, qui ne délaisse aucun des trois piliers sur lesquels s'appuie notre institution.

Le groupe FO a soutenu plusieurs des propositions formulées dans cette résolution et rappelle que la relance du projet européen est nécessaire dans une période où nous constatons une montée des nationalismes et une volonté de repli sur soi dans certains pays.

La relance du projet européen ne peut aboutir qu'en mettant en avant l'Europe sociale et les intérêts des citoyens et non les seuls critères de liberté de marché.

La crise de la covid-19 a montré combien une Europe forte pouvait être utile face aux impacts d'une crise subite et majeure.

Elle a également prouvé qu'il était possible de rompre avec le dogme de l'austérité et de réduction des déficits, pendant longtemps présenté comme seule issue possible au détriment d'autres politiques économiques dites de relance et de soutien.

Nous craignons qu'une fois la crise maîtrisée, ce dogme revienne en force pour justifier des politiques encore socialement plus agressives faisant « payer la note » aux travailleurs européens.

Nous sommes d'accord sur l'idée qu'il faut donner un nouveau souffle au projet européen, mais pour ce faire il faut aller vers plus de solidarité et mettre en place de réelles politiques de protection sociale et de lutte contre le dumping social.

Il faut agir pour atteindre les objectifs du développement durable, promouvoir un développement économique respectueux de l'environnement et des équilibres de la nature et orienté vers la satisfaction des besoins humains et la promotion des normes sociales les plus favorables aux travailleurs.

Bien sûr qu'il est important de réenchanter le projet européen, mais pour le groupe FO, un tel souhait ne peut aboutir que si les politiques respectent les mandats que les peuples leur donnent.

La finance et les marchés ne doivent pas dicter le projet européen, ce doit être avant tout les aspirations des citoyens européens qui doivent primer.

Nous alertons sur les risques que présente cette volonté de penser qu'il suffit de mettre en place une plateforme numérique ou de consulter quelques citoyens tirés au sort pour considérer que les personnes qui se sont exprimées reflètent la volonté de la majorité et qu'elles soient suffisamment « éclairées » sur les sujets concernés pour que cela permette de décider des choix de politiques publiques.

Le flop de la plateforme sur l'avenir de l'Europe en est un bel exemple des limites de ce type d'exercice.

Malgré notre réserve sur ce point et sur certains autres que nous n'avons pas le temps de développer dans cette déclaration, le groupe FO a voté pour cette résolution.